

67242

ECA/MRAG/96/82/MR

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**RAPPORT DE MISSION SUR LA PLANIFICATION
DES ACTIVITES DE LA CEA EN MATIERE DE SYSTEMES
D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT**

DAKAR, SÉNÉGAL, 31 MAI-7 JUIN 1996

PAR

**MAKANE FAYE
CONSEILLER EN GESTION DES SYSTEMES
D'INFORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT**

ADDIS ABEBA
JUILLET 1996

Résumé

1. Sur demande du Commissaire au Plan du Mali, M. Denis Traoré, M. Makane Faye, Conseiller régional en gestion des SYSTEMES d'information a entrepris une mission au Mali du 27 au 30 mai 1996. L'objectif de la mission était de discuter avec les autorités maliennes des modalités pratiques de mise en place d'un réseau national électronique d'échange d'informations et de courrier électronique et de la définition des termes de référence de l'évaluation du Plan National Informatique. Par ailleurs, la mission s'est entretenue avec son excellence Mme Fatou Aydara, Ministre de l'Industrie de l'Artisanat et du Tourisme pour discuter des travaux que la CEA est entrain d'entreprendre, sur demande du Mali, concernant la mise au point d'un programme informatique et d'un manuel de gestion de l'information touristique et l'organisation d'un atelier national sur les bases de données touristiques devant se tenir au Mali en août 1996. A la fin de la mission, il a été décidé que la CEA effectuerait une consultation d'un mois au Mali pour évaluer le plan national informatique et développer un nouveau plan qui tiendrait compte des nouvelles technologies et de la mondialisation des échanges. En outre, la Direction de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), point focal du PADIS au Mali a pu obtenir une nouvelle ligne téléphonique pour la mise en oeuvre du réseau électronique national qui devrait démarrer incessamment avec la signature de l'Accord de mise en réseau par le Commissaire au Plan. A cet égard, un expert de la CEA se rendra au Mali en juillet pour connecter la DNSI au réseau INTERNET et connecter les nouveaux utilisateurs au réseau.

Le Plan Informatique du Mali

2. Elaboré en 1984, l'actuel Plan informatique du Mali fait le diagnostic de la situation de l'époque et propose un plan d'action composé de 20 projets couvrant les SYSTEMES de gestion de l'information au niveau national sur l'ensemble de l'administration et des entreprises publiques et para-publiques tout en donnant une priorité aux secteurs suivants:

- Economie et finances: douanes, impôts, budget, trésor
- Fonction publique: gestion administrative et financière

- Statistiques et Plan
- Postes et télécommunications
- Tableau de Bord Présidence

3. Par ailleurs, le Plan informatique propose la création d'un Office Informatique qui serait un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, placé sous la tutelle du Ministère chargé du Plan qui serait chargé de la coordination de la mise en oeuvre des projets définis dans le PNI. Les missions qui étaient assignées au PNI sont les suivantes:

- participer à l'élaboration, à la réactualisation ou révision du PNI et d'assurer le suivi de son exécution;
- donner son avis sur tous les projets relatifs à l'introduction de SYSTEMES informatiques et/ou bureautiques dans les administrations et organismes publics ou para publics;
- promouvoir la formation et le perfectionnement des personnels informaticiens;
- informer et sensibiliser les personnels de l'informatique;
- effectuer à la demande toutes études et analyses informatiques avec la participation éventuelle à la réalisation et mise en place des SYSTEMES automatisés; et
- gérer le centre de traitement national (gestion des matériels et équipements annexes, gestion des personnels d'exploitation).

Mise en oeuvre du Plan National Informatique

4. Le PNI n'a pas connu de mise en oeuvre du moins sous la forme prévue par ses initiateurs, croit-on savoir pour des problèmes liés aux mesures draconiennes de l'ajustement structurel au Mali, forçant l'administration à se limiter aux anciennes structures étatiques et aux moyens modestes mis à la disposition de ces dernières. Cependant vu les faibles ressources allouées à la Division de l'Informatique, il était pratiquement impossible de demander à cette dernière de faire plus que le traitement statistique de l'information en provenance de la Direction à laquelle la Division appartient.

Termes de référence de la mission

5. Une étude a été demandée à la CEA en 1995 par le Commissariat au Plan pour évaluer l'application du PNI et l'élaboration d'un nouveau plan tenant compte des nouvelles technologies et des politiques de libéralisation/privatisation et la mondialisation des échanges. Selon cette perspective, l'étude devrait en particulier voir pourquoi le PNI n'a jamais été appliqué.

6. Les résultats des discussions que nous avons eues avec les officiels maliens nous ont aidé à définir les termes de référence d'une mission ultérieure de la CEA pour l'évaluation du PNI et l'élaboration d'un nouveau Plan informatique.

Termes de référence de la consultation sur l'évaluation du Plan national informatique

7. En accord avec les autorités maliennes, la CEA devrait envoyer un expert à Bamako au début du mois de juillet pour évaluer le PNI et élaborer un nouveau plan. La DNSI a défini les termes de référence d'une étude qui était supposé être menée par une commission de représentants de 12 institutions nationales pour une durée de 4 mois. Cependant, vu le niveau des ressources disponibles à la CEA pour la réalisation de l'étude et les inventaires déjà réalisés par d'autres institutions nationales, les activités spécifiques de l'étude vont être réduites ainsi que la durée de celle-ci. Nous pensons que l'essentiel serait d'évaluer le degré d'application de l'ancien PNI et de proposer un projet de nouvelle politique nationale. Par conséquent, des termes de référence proposés par la DNSI, nous citons ce qui suit pour faire partie de l'étude du Consultant de la CEA:

- "l'étude définira la politique informatique optimale à mettre en place en utilisant au mieux les ressources nationales disponibles, identifiera, par ordre de priorité, les activités et les investissements à entreprendre par l'Etat. Plus spécifiquement, elle entreprendra:
- l'évaluation du contexte institutionnel, administratif et légal relatif au développement de l'informatique et de la télématique au Mali en vue de son adaptation aux besoins socio-économique actuels du pays;
- la définition d'une politique nationale adéquate de formation en vue d'être moins dépendant de l'extérieur;
- l'évaluation des actions proposées et de leur coût.
- l'étude devra aboutir à une présentation claire des mesures envisagées à travers une hiérarchisation des différentes actions sur la base des priorités nationales en matière informatique".

8. Par ailleurs, en plus des anciens termes de référence, ci-dessus cités, le Consultant devrait interviewer le personnel des sites des 20 projets identifiés dans le PNI pour voir s'ils sont toujours valides et s'ils n'ont pas trouvé des moyens d'exécution autres que ceux prévus par l'ancien PNI .

9. Le Consultant devra impérativement tenir compte de:

- la faiblesse des moyens de l'Etat à investir dans une politique nationale informatique;
- la tendance à la privatisation des structures étatiques dans tous les pays et particulièrement au Mali;
- l'intervention des promoteurs privés dans la conception, la formation et la fourniture de services informatiques;

- l'introduction des nouvelles technologies en particulier la diffusion à grande échelle de la micro informatique;
- l'introduction d'INTERNET et de ses corollaires telle que la nécessité de développer un contenu local national devant être véhiculé dans le réseau mondial; et
- la prise en compte de l'"Initiative Société Africaine à l'ère de l'Information" (ISAI) élaborée par la CEA et adopté par la vingt deuxième Conférence des Ministres africains chargés du développement économique et social et du plan.

Mise en place d'un réseau d'échange d'information par messagerie

10. Il existe actuellement plusieurs SYSTEMES de messagerie au Mali dont l'Institut Balanzan, BINTA, HEALTHNET et RIO. Un plan assez avancé de connexion totale INTERNET est en cours de négociation entre l'USAID et le Gouvernement dans le cadre de l'Initiative Leyland. A cet égard, le Conseil des Ministres a annoncé aujourd'hui 29 mai 1996 son accord pour le financement INTERNET par l'USAID dans le cadre du projet Leyland et le Global Information Infrastructure. Les négociations sont toujours en cours mais le point d'achoppement est l'exigence de l'USAID à une libéralisation de la fourniture des services qui ne devra pas être du ressort de la Société de télécommunications malienne (SOTELMA) mais de tout opérateur privé pouvant entrer dans l'arène des fournisseurs de service. Au delà de la connexion à INTERNET, la Division Information et Communication de l'USAID au Mali entend jouer un rôle primordial dans la sensibilisation et la formation des opérateurs-systèmes et des utilisateurs et dans l'assistance de création de contenu. A cet égard, elle entend coopérer avec le PADIS dans le cadre de l'ISAI et avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) qui serait intéressée par l'après accès INTERNET.

Recommandations pour un réseau dans le cadre du système CEA/PADIS/CABECA

11. En attendant l'arrivée INTERNET total à Bamako, la DNSI devrait mettre en place son réseau FIDONET qui permettrait aux utilisateurs de passer de l'étape messagerie simple à la

connectivité totale INTERNET; ce qui permettrait une économie de ressources et un apprentissage de l'utilisation des nouvelles technologies de communication. Par conséquent, la DNSI devrait se lancer dans une campagne de sensibilisation et de recrutement des utilisateurs potentiels qui, semble t-il sont nombreux, mais qui n'arrivent pas à se connecter pour des problèmes de tarifs prohibitifs pratiqués par les autres fournisseurs locaux d'e-mail.

12. En outre, la DNSI devrait mettre en place une politique de fourniture d'électricité en continu au noeud pour éviter les déboires que vit l'Institut Balanza, autre noeud FIDONET à Bamako qui subit les pannes fréquentes d'électricité à Bamako et par conséquent ne peut pas satisfaire la demande des utilisateurs actuels et potentiels.

13. Vu les tarifs abordables pratiqués par les fournisseurs d'e-mail FIDONET et la possibilité d'avoir de l'électricité en continu par l'utilisation d'un groupe électrogène, la DNSI devrait attirer grand nombre d'utilisateurs, ce qui diminuerait les frais de mise en oeuvre et de maintenance du réseau et par conséquent les tarifs d'abonnement des utilisateurs. Cette économie d'échelle pourrait être renforcée par la connexion du noeud sur ENDA- Dakar jusqu'au jour où la SOTELMA fournira une connectivité totale INTERNET au Mali.

14. Pour permettre au mali d'assurer la connectivité par le biais de la DNSI, le Commissariat au Plan et la CEA ont signé un accord de mise en réseau dont le contenu a été discuté pendant la mission. Les débuts d'exécution de l'accord verront le jour en juillet lors d'une mission de connectivité de la CEA au profit de la DNSI.

15. Les termes de l'accord de connectivité entre la CEA et le Commissariat au Plan sont reflétés dans le mémorandum d'accord qui suit:

ACCORD DE MISE EN SERVICE D'UN NOEUD NATIONAL DE MESSAGERIE

ENTRE

**LA COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE
A TRAVERS LE SYSTEME PANAFRICAIN D'INFORMATION POUR
LE DEVELOPPEMENT (PADIS)**

ET

**LE COMMISSARIAT AU PLAN DE LA REPUBLIQUE DU MALI
A TRAVERS LA DIRECTION NATIONALE DE LA
STATISTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE**

I. La Commissariat au Plan de la République du Mali s'engage par le biais de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI) à mettre à la disposition du réseau ce qui suit:

- un technicien ou ingénieur en informatique qui sera chargé de la gestion du noeud, de la connexion des points nationaux et de la formation des utilisateurs;
- un ordinateur PC d'au moins 486 de puissance avec disque dur disposant de sorties parallèle et série;
- un local pour abriter le noeud du réseau;
- une ligne téléphonique internationale; et
- une fourniture d'électricité en continu pour éviter des interruptions dans les services offerts par le noeud national.

A travers la DNSI, le Commissariat au Plan s'engage en outre:

- à mettre à la disposition du Système Panafricain d'Information pour le développement (PADIS) toute information et statistique concernant l'utilisation du noeud national;
- à mettre en place un système de paiement des services rendus par le noeud.

II. La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique s'engage par le biais du Système Panafricain d'Information pour le Développement à:

- fournir deux modems au noeud pour accéder au réseau international;
- négocier l'attribution d'une adresse INTERNET pour le noeud;
- fournir les logiciels de communication pour le noeud et les points nationaux;
- fournir un logiciel de comptabilité pour la facturation des services offerts par le noeud;
- assurer la formation du gestionnaire du noeud à la maîtrise des opérations de gestion du noeud et d'installation de points nationaux; et
- organiser un séminaire de sensibilisation sur l'utilisation du courrier électronique.

III. Le présent Accord entre en vigueur dès sa signature par les deux parties.

IV. Le présent Accord prend fin un mois après sa dénonciation par écrit par l'une des parties.

Signé pour le Commissariat au Plan
de la République du Mali

Signé pour la Commission
Economique des Nations
Unies pour l'Afrique

Titre

Titre

Date.....

Date.....

Système d'information sur le tourisme

16. Sur demande du Ministère chargé du tourisme, un système de collecte et de traitement de l'information sur les activités touristiques est entrain d'être mis en place par la CEA. Le manuel et le programme informatique ont été préparé par la Section du Tourisme de la CEA et le PADIS. Le manuel a été finalisé et la base de données est entrain d'être testé. Ce système d'information concerne:

- l'informatisation de la carte de débarquement des voyageurs;
- les nuitées dans les hôtels;
- la qualité des infrastructures hôtelières; et
- le calcul de rentabilité des hôtels.

17. Un atelier sera organisé par la CEA en août à Bamako pour mettre en oeuvre ce programme qui une fois finalisé pourrait être mis à la disposition des services d'immigration et de tourisme des Etats membres. L'atelier devrait réunir une dizaine de personnes impliquées à un niveau élevé de planification et d'analyse des données sur le tourisme.

Annexe

Liste des personnes rencontrées durant la mission

1. Mme Fatou Haydara, Ministre de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme
2. M. Zoumana Camara, Conseiller Technique du Commissaire au Plan
3. Mme Sidibé, Directeur de la DNSI
4. M. Moctar Diarra, Chef de la Division Informatique, DNSI
5. M. Diawara, Chef de la Division des Etudes, de la Division Informatique, DNSI
6. M. Daouda Cissé, Ministère des Finances
7. M. Fanny, Conseiller Technique à la Primature
8. M. Dennis Blodeau, Chef de Division Information-Communication, USAID
9. Mme Martine Keita, Assistante, Division Information-Communication, USAID